

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 30/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DUMAREY POWERGLIDE (Ex GM)

81 rue de la Rochelle
BP33
67000 STRASBOURG

Code AIOT : 0006700463

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2026 dans l'établissement DUMAREY POWERGLIDE (Ex GM) implanté 81 rue de la Rochelle - 67000 STRASBOURG.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Contrôle des rejets atmosphériques, cessation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DUMAREY POWERGLIDE (Ex GM)
- 81 rue de la Rochelle - BP33 - 67000 STRASBOURG
- Code AIOT : 0006700463
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement a démarré ses activités de fabrication de transmissions automatiques en 1967. Aujourd'hui, l'entreprise s'est orientée vers l'activité de production de composants de réducteurs pour les véhicules électriques.

L'inspection s'est rendue à la fonderie du site, où sont moulés les carters de boîte.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	fonderie	AP Complémentaire du 01/12/2020, article 9.2.1	Sans objet
2	contrôle à l'initiative de l'inspection	Arrêté Préfectoral du 01/12/2020, article 9.1.3	Sans objet
3	cessation	Autre du 28/01/2026, article R 512-39-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection estime pertinente la réalisation d'un contrôle élargi des émissions atmosphériques, dans le contexte local et dans le contexte de la future cessation, qui supposera des diagnostics environnementaux, notamment des sols pouvant avoir été affectés par des retombées. La visite conduit à privilégier l'exutoire des presses. Des matières organiques peuvent être présentes pour l'enduction des moules (poteyage). Le mélange utilisé contient un biocide chloré.

Le sujet de la cessation d'activité avait été discuté en amont de la visite. L'exploitant dispose des informations réglementaires utiles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : fonderie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/12/2020, article 9.2.1
Thèmes : Risques chroniques, poussières
Prescription contrôlée : L'article 9.2.1 de l'arrêté préfectoral impose la mesure annuelle de la teneur en poussières des émissions du four de fusion d'une part, des presses d'injection d'autre part. La teneur-limite est fixée à 40 mg/m ³ pour les deux installations et les flux respectifs à 1,12 et 3,2 kg/h (article 3.1.2). Il n'y a pas d'autre paramètre réglementé que les poussières.
Constats : La fonderie comporte un four de fusion, des fours de maintien, des presses d'injection de l'aluminium fondu (680 °C) dans les moules. Elle est localisée à l'extrémité sud-est du site. Le four de fusion a été récemment remplacé suite aux pannes du précédent. Ses émissions mesurées de poussières (février 2025) sont conformes, très inférieures aux valeurs limites : 1,9 mg/m ³ et 0,087 kg/h (c'est également le cas pour les presses : 0,98 mg/m ³ et 0,071kg/h.). Pour mémoire, le site était approvisionné en aluminium liquide. Le four servait essentiellement à la refonte de ratés de fabrication. Avec la baisse de l'activité, l'approvisionnement en aluminium fondu a fortement baissé. Le four est utilisé en priorité, alimenté aussi avec des lingots. Il ressort des documents produits qu'il est exploité en deçà de la capacité autorisée de 20 t/j (quelques t/j). Les pièces refondues sont déclarées sans imprégnation et préalablement lavées, par sécurité, avec

<p>un produit alcalin (amines) dont la fiche de données de sécurité FDS a été transmise à l'inspection. Cette fiche ne montre pas de présence de chlore.</p> <p>L'une des FDS des produits d'enduction des moules (poteyage) montre la présence d'un biocide chimique chloré.</p> <p>Les produits destinés à l'affinage après la fusion (flux) sont des sels et fluorures de calcium de sodium, de potassium ou d'aluminium. Les FDS ne mentionnent pas de chlore.</p>
<p>Type de suite proposée : Sans suite</p>

N° 2 : contrôle à l'initiative de l'inspection

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2020, article 9.1.3</p>
<p>Thèmes : Risques chroniques, air</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 9.1.3 - Contrôles à l'initiative de l'inspection des installations classées</p> <p>L'inspection des installations classées peut, à tout moment :</p> <ul style="list-style-type: none"> réaliser ou faire réaliser, par des organismes qu'elle choisit, des prélèvements et analyses suivant les paramètres de son choix d'effluents liquides ou gazeux, d'eaux souterraines, de déchets ou de sol, réaliser ou faire réaliser des mesures de niveaux sonores ou de vibrations. <p>Les frais correspondants sont à la charge de l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le contexte local, marqué par des émissions de polluants organiques persistants du broyeur de métaux Eska et de l'incinérateur Sénerval, l'inspection a programmé un contrôle des teneurs des fumées de la fonderie en poussière, dioxines et furanes, PCB-DL, PCB-NDL, COV (dont Benzène), HAP, Métaux et métalloïdes (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, Tl, V, Hg).</p> <p>Les mesures de retombées réalisées montrent en effet qu'un point situé au nord de la fonderie, à environ 500 m, présente régulièrement des teneurs notables de polluants organiques persistants. Ce point est à environ 200 m du broyeur et 300 m de l'incinérateur.</p> <p>Par ailleurs, il est documenté que les fonderies d'aluminium peuvent rejeter des métaux, des dioxines et d'autres composés organochlorés.</p> <p>Le contrôle programmé a été différé une première fois du fait de la mise à l'arrêt du précédent four de fusion, défectueux. Au démarrage du nouveau four, il a été reprogrammé, mais n'a pas été réalisé du fait d'une surcharge des organismes de prélèvement.</p> <p>L'inspection estime que sa réalisation reste opportune, car :</p> <ul style="list-style-type: none"> ce contrôle permettra de statuer sur une éventuelle participation de la fonderie aux retombées locales ; dans l'hypothèse où des polluants persistants auraient été émis, il faudrait en tenir compte dans le cadre de la cessation d'activité, des retombées ayant pu contaminer les sols. <p>Au regard des substances susceptibles d'être présentes, l'exutoire le plus pertinent serait en définitive celui des presses et du moulage. Les objets refondus apparaissent en effet exempts de</p>

matière organique.
Type de suite proposée : Sans suite

N° 3 : cessation

Référence réglementaire : Autre du 28/01/2026, article R 512-39-1 et suivants
Thèmes : Situation administrative, cessation
Prescription contrôlée : Sans objet - Rappel réglementaire
Constats : Dumarey annonce que l'exploitation industrielle sera arrêtée au mois d'août 2026 et que tout le personnel aura été licencié au mois de décembre. Un échange sur les modalités de cessation d'activité a eu lieu le 20 janvier, durant lequel les prescriptions en la matière ont été rappelées. L'exploitant a déjà contacté des organismes compétents en la matière.
Type de suite proposée : Sans suite